

Le désarmement, le développement et le Programme d'action : expériences et difficultés sur le terrain

Shukuko KOYAMA

La communauté internationale est de plus en plus consciente de la relation qui existe entre le désarmement et le développement. Depuis le début des années 90, le concept de « sécurité d'abord » a montré à la communauté internationale que le développement est impossible tant que la sécurité n'est pas instaurée dans les sociétés touchées¹. Le Secrétaire général de l'ONU a déclaré récemment : « L'accumulation et la prolifération d'armes légères continuent de menacer gravement la paix, la stabilité et le développement durable. »². Lors de la deuxième réunion biennale des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (ci-après dénommé le Programme d'action), les organismes d'aide ont démontré les conséquences directes et indirectes de la prolifération des armes légères sur le développement humain³. Leurs rapports détaillés montrent à quel point les armes légères entravent les initiatives prises par la communauté internationale pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)⁴.

Si la réussite du désarmement est un facteur de développement, le développement est lui aussi un élément déterminant pour le succès du désarmement. La communauté internationale, qui a reconnu ce lien direct avec le développement, a soutenu des programmes de collecte d'armes liés à des projets de développement axés sur la communauté⁵. Entre 2002 et 2004, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a étudié, dans trois sociétés qui sortaient d'une crise (l'Albanie, le Cambodge et le Mali), des projets d'échange d'armes contre développement, qui sont de plus en plus répandus. Ces différentes études, qui portent sur des programmes de collecte d'armes, passés ou en cours, démontrent comment le développement favorise, dans les communautés, la réalisation d'un désarmement durable.

Lors de la deuxième réunion biennale des États, les rapports des États Membres avaient tendance à se focaliser sur les initiatives prises par les gouvernements pour appliquer des aspects techniques du Programme d'action tels que le marquage, le traçage et le stockage. Il est toutefois intéressant d'examiner les initiatives de désarmement et de développement pour voir comment elles se renforcent mutuellement pour favoriser un développement humain durable. Cet article se fonde sur les études de l'UNIDIR pour compléter ces rapports techniques et démontrer les liens qui existent entre le développement et le désarmement au niveau de la communauté, et les effets des programmes de désarmement sur le développement humain dans les sociétés touchées.

Shukuko Koyama a apporté son concours au projet « Armes contre développement » à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Genève. Elle travaille comme spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Shukuko Koyama est également candidate au doctorat, Université de Bradford.

Les questions de développement dans le Programme d'action

L'interdépendance entre le développement et le désarmement a été largement reconnue au niveau politique. Le Programme d'action repose sur toute une série de stratégies globales, régionales et nationales visant à enrayer le commerce illicite des armes légères et se concentre sur des aspects techniques tels que le marquage, le traçage, la gestion des stocks, la collecte et la destruction des armes. Il comporte aussi une autre dimension, celle d'atteindre la paix et le développement humain en luttant contre la prolifération des armes. Dans le paragraphe 2 du Préambule, les États se déclarent « préoccupés par la fabrication, le transfert et la circulation illicites d'armes légères ainsi que par leur accumulation excessive et leur prolifération incontrôlée dans de nombreuses régions du monde, qui ont toute une série de conséquences d'ordre humanitaire et socioéconomique et constituent une grave menace pour la paix, la réconciliation, la sûreté, la sécurité, la stabilité et le développement durable aux niveaux individuel, local, national, régional et international ». Dans le paragraphe 3, les États se déclarent également « préoccupés par les répercussions potentielles de la pauvreté et du sous-développement sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects » et dans le paragraphe 17 de la section III, les États sont incités à « redoubler [...] d'efforts pour remédier aux problèmes liés au développement humain et au développement durable, en tenant compte des activités existantes et futures dans les domaines social et du développement ».

Même si les références aux questions de développement sont limitées dans le Programme d'action, les organismes humanitaires et de développement s'intéressent de plus en plus aux questions de développement humain dans le problème des armes légères. Depuis la Conférence sur les armes légères de 2001, la communauté internationale a admis qu'un désarmement réussi est un préalable

Depuis la Conférence sur les armes légères de 2001, la communauté internationale a admis qu'un désarmement réussi est un préalable au développement.

au développement. Par conséquent, les organismes d'aide et les donateurs s'efforcent de combiner les deux objectifs. Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques a ainsi approuvé l'utilisation de l'aide publique au développement pour contrôler, empêcher et réduire la prolifération des armes légères⁶. La prise de conscience de la relation qui existe entre le désarmement et le développement s'est accrue depuis la première réunion biennale des États en 2003. Lors de la réunion biennale des États de 2005, le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères⁷ a déclaré que les armes légères sont un problème de développement et a souligné le rôle déterminant de la communauté du développement⁸. Différents organismes ont également présenté des exemples qui illustrent comment ils tentent de répondre aux besoins de développement des communautés touchées par des activités liées au désarmement, en procédant à des opérations de police dans les camps de réfugiés et en soutenant la réinsertion des anciens combattants et des personnes qu'ils ont à charge⁹. La relation qui existe entre le désarmement et le développement a été reconnue au niveau politique ; elle a aussi donné lieu à toute une série d'activités humanitaires et de développement au niveau international.

Le développement sur le terrain

La relation qui existe entre le désarmement et le développement est encore plus claire dans les communautés locales concernées. Pour nombre de personnes c'est même une évidence : le développement est la sécurité. La prolifération des armes dans une société insuffle la peur et empêche l'accès, surtout pour les femmes et les filles, aux activités commerciales et aux services sociaux, comme les écoles ou les hôpitaux ; les munitions abandonnées polluent l'environnement ; toutes les

conséquences des armes légères – directes et indirectes – empêchent les États touchés de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Les populations locales ayant survécu à un conflit et qui subissent les conditions d'après-crise ressentent un besoin urgent de réduire le nombre d'armes en circulation dans la société pour favoriser le développement humain dans leurs communautés¹⁰. Les personnes qui ont participé aux études de l'UNIDIR en Albanie, au Cambodge et au Mali considèrent toutes que le développement représente la sécurité, car elles voient la pauvreté comme une cause majeure de violence et comme un facteur qui incite certains à recourir aux armes¹¹.

Les témoignages montrent aussi que les personnes ayant pris part au projet dans les pays étudiés considèrent que l'objectif final de la collecte d'armes est la consolidation de la paix et non pas une simple réduction du nombre d'armes en circulation¹². Certains détracteurs estiment que les communautés locales ne restituent les armes que dans le but d'obtenir ce qui leur est proposé, à savoir des projets de développement basés sur la communauté. Il n'empêche que dans la plupart des projets de restitution volontaire d'armes dans les communautés, la motivation première et principale était de restaurer la paix et la sécurité dans la communauté¹³. La perspective d'un avenir meilleur a motivé les gens à rendre leurs armes. Les populations locales estiment que les projets de développement peuvent éviter aux hommes de prendre leurs armes. Nombreux sont ceux qui pensent que les hommes prennent les armes parce qu'ils n'ont pas de perspective d'emploi. Cela montre que le développement, et plus particulièrement son aspect psychologique intangible, est le fruit d'un désarmement réussi, et surtout qu'il est indispensable au succès du désarmement dans les sociétés qui sortent d'une crise.

Le rôle déterminant du développement pose la question de savoir si les projets de désarmement après une crise favorisent réellement le développement local sur le terrain. La réponse est nuancée. Les personnes interrogées réagissent, dans l'ensemble, positivement à l'aspect développement de la collecte d'armes. Premièrement, ils considèrent les projets de développement mis en place en échange des armes collectées comme un catalyseur qui favorise d'autres investissements et le développement. Ils savent que la mise en place d'un seul projet de développement ne signifie pas automatiquement l'amélioration des conditions de vie dans leur communauté, mais ils ont pu constater que le projet initial de développement que représente la collecte d'armes a conduit d'autres organismes de développement à leur fournir une aide supplémentaire et incité des entreprises à investir dans leur communauté.

Deuxièmement, le projet de développement peut jouer un rôle déterminant en apportant des connaissances techniques aux membres de la communauté locale, essentiellement les hommes, par le biais du travail (comme la construction de puits ou de routes). Les communautés préféraient les projets de développement qui utilisaient la main d'œuvre locale à ceux qui faisaient appel à des entreprises de construction extérieures, car ils fournissaient aux hommes de la communauté des connaissances et des compétences utiles pour reconstruire l'infrastructure de leur communauté¹⁴.

La communauté internationale a souvent été critique à l'égard des projets armes contre développement en raison de leurs budgets relativement élevés et du manque d'indicateurs adaptés pour mesurer leur rapport coût-efficacité¹⁵. Ce sont pourtant les effets intangibles que les populations considèrent comme les résultats positifs des projets de développement plutôt que les données quantitatives, comme le nombre d'armes collectées.

LA PARTICIPATION, UN FACTEUR DÉTERMINANT POUR LES PROGRAMMES DE COLLECTE D'ARMES

Dans le cadre de la reconstruction après une crise, il est essentiel d'impliquer les gens pour pouvoir passer aux phases de consolidation de la paix et de renforcement de la confiance. Les études réalisées par l'UNIDIR sur les programmes « armes contre développement » ont constaté que le niveau de satisfaction des habitants est proportionnel à la participation des populations locales. Les gens ont

naturellement tendance à évaluer positivement les projets auxquels ils ont participé que ce soit au niveau de la prise de décision, de la collecte d'armes ou des événements publics de destruction des armes. Cette évaluation positive ne s'explique toutefois pas uniquement par la forte participation locale. Pour les membres d'une communauté, la participation locale permet trois objectifs précis : une évaluation correcte des besoins, la vérification du processus de collecte d'armes et l'assurance de la transparence.

Pour les membres d'une communauté, la participation locale permet trois objectifs précis : une évaluation correcte des besoins, la vérification du processus de collecte d'armes et l'assurance de la transparence.

L'évaluation des besoins est souvent réalisée sur une courte période et la communauté n'est pas suffisamment consultée pour nombre de projets de développement, en raison de contraintes financières et de temps (voir la partie suivante). Les projets négligent donc souvent les besoins de certaines minorités sociales, comme les femmes. Les projets qui sont précédés de rencontres régulières avec la communauté sont jugés plus positivement par les membres de la communauté. Ainsi, dans un village du Cambodge, les chefs du village et de la communauté, ainsi que les responsables d'un programme organisèrent plusieurs rencontres avec les membres de la communauté pour définir les investissements de développement les plus essentiels¹⁶. Plus important encore, après avoir décidé de construire des puits, ils se consultèrent à nouveau pour décider de l'emplacement de ceux-ci. La question était très importante : si les puits n'étaient pas répartis de manière équitable dans la communauté, ils risquaient de provoquer des conflits entre les membres de la communauté. Une consultation sérieuse permit d'éviter tout conflit. C'est pour cette raison que les gens aiment être impliqués dès les premières phases des projets de collecte d'armes.

La participation locale est également essentielle au niveau de la collecte, du stockage, du transfert et de la destruction des armes, car elle joue un rôle de vérification. Dans les sociétés en crise, la méfiance est souvent le sentiment qui domine à l'égard du secteur de l'État chargé de la sécurité. La population locale préfère que les armes collectées soient stockées à proximité de la communauté, par exemple dans un entrepôt d'un responsable local, plutôt que dans un hangar de la police ou de l'armée, loin de la communauté. Craignant que des criminels ou des agents de l'État chargés de la sécurité ne détournent les armes collectées, les populations locales préfèrent que leur chef conserve les registres concernant le nombre d'armes collectées. Ils peuvent ainsi vérifier le nombre d'armes collectées et le nombre d'armes transférées vers un site de destruction ou un autre site de stockage. Enfin, les habitants préfèrent que les événements publics de destruction se déroulent dans leur propre communauté. La communauté internationale a tendance à assimiler le soutien de la population locale pour les événements de destruction publique à la valeur symbolique de ces événements. Mais pour les populations locales qui assistent à la destruction des armes collectées, cette symbolique est en réalité tout aussi importante que le fait de s'assurer que les armes ne sont pas détournées et ne seront pas utilisées par des criminels ou des agents de l'État chargés de la sécurité. Si la population locale est impliquée, ce n'est pas uniquement pour témoigner d'un désarmement axé sur les gens. Le fait que la population s'implique, après une crise, dans un projet de désarmement garantit et démontre la transparence du processus de désarmement.

Les difficultés à mettre en œuvre le désarmement et le développement

DÉSARMEMENT ET DÉVELOPPEMENT, ET NON PAS DÉSARMEMENT OU DÉVELOPPEMENT

La réussite de ces projets ne signifie pas que les projets de désarmement et de développement ne connaissent pas de difficultés sur le terrain. Au contraire, les communautés du désarmement et du

développement doivent surmonter divers obstacles aux niveaux technique et politique. Ceux qui dirigent les programmes « armes contre développement » savent bien que des engagements à plus long terme sont nécessaires pour réussir. Les budgets des donateurs pour la collecte d'armes sont généralement moins flexibles que ceux de l'aide au développement : les projets disposent généralement de 6 à 12 mois. De tels délais sont irréalistes pour que les programmes gagnent la confiance des populations locales, obtiennent leur participation, évaluent avec précision les besoins locaux et définissent des projets de développement adaptés. Dans de telles circonstances, les autorités locales doivent prendre des décisions à la hâte sans consulter les membres de la communauté. Le manque de flexibilité et de temps conduit donc à l'exclusion des membres de la communauté locale. Des possibilités qui pourraient leur être profitables sont ainsi manquées.

Les directeurs des programmes de désarmement connaissent une autre frustration. Alors que les organismes de développement et de santé sont de plus en plus impliqués au niveau international pour tout ce qui concerne les armes légères ce n'est pas le cas au niveau national. Sur le terrain, les organismes d'aide au développement semblent n'avoir pas encore pris conscience que le désarmement est une question de développement. Par conséquent, la coordination entre les acteurs du désarmement, du développement et de la santé peut être assez mauvaise. Le sentiment qui domine est plus celui de concurrence que de coopération, autrement dit « désarmement ou développement » plutôt que « désarmement et développement ».

LES ACTIVITÉS DE DÉSARMEMENT DÉCOURAGENT L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Il ressort des études réalisées par l'UNIDIR que les rôles des femmes et des hommes sont essentiels ; les différences de traitement entre les sexes sont pourtant largement négligées par la communauté du désarmement. Depuis quelques années, les études se multiplient sur les inégalités de traitement entre les hommes et les femmes dans les activités de désarmement après une crise, qu'il s'agisse de la collecte d'armes, du désarmement, ou de la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants et des personnes qu'ils ont à charge¹⁷. Même si la plupart des études publiées sur la question sont rédigées par des spécialistes de l'équité entre les sexes, les différences de traitement entre les hommes et les femmes sont loin d'être une préoccupation de la communauté du désarmement¹⁸. Il va sans dire que le désarmement offre de nombreuses possibilités de traiter cette question de manière concrète et sérieuse et non pas comme une simple réaction de conformisme politique. Le principal problème est l'exclusion des femmes dans les projets de collecte d'armes. Même si les questions d'équité entre les sexes ne concernent pas uniquement les femmes, les conséquences que peut avoir sur les femmes le processus d'un projet méritent une attention particulière.

Les études sur les sociétés qui sortent d'un conflit ont amplement démontré le rôle actif des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix¹⁹. Les études réalisées par l'UNIDIR en Albanie, au Cambodge et au Mali ont constaté que les femmes jouent un rôle considérable dans le succès de la collecte d'armes²⁰. Ainsi, dans ces trois pays, les femmes et les mères ont joué un rôle essentiel. Elles réussirent, bien avant la mise en place des projets officiels de collecte d'armes, à persuader les membres de la communauté de renoncer à leurs armes. Les femmes eurent ainsi la possibilité d'exploiter leurs capacités à négocier avec les hommes de leurs familles, les voisins et les autorités locales. De nombreuses femmes gagnèrent de l'assurance en organisant des rencontres dans leur communauté sur le danger que représentaient les armes dans les foyers (au Mali), en coordonnant les activités de surveillance policière de proximité

En prenant des initiatives dès le début du processus de désarmement, les femmes s'émancipèrent et furent reconnues par les autres groupes sociaux de leurs communautés, en particulier les jeunes, comme jouant un rôle actif dans la société.

avec la police locale (en Albanie) et en encourageant les hommes de leurs familles à remettre les armes cachées dans la forêt (au Cambodge). En prenant des initiatives dès le début du processus de désarmement, les femmes s'émancipèrent et furent reconnues par les autres groupes sociaux de leurs communautés, en particulier les jeunes, comme jouant un rôle actif dans la société.

Pourtant, lorsque les projets officiels de collecte d'armes débutèrent, les femmes se retrouvèrent à l'écart. Premièrement, les femmes furent à peine impliquées dans l'élaboration et la planification du projet de collecte d'armes. Même si la plupart des organismes d'aide font des efforts pour impliquer les membres de la communauté, y compris les femmes, en organisant des réunions avec la communauté, les gens qui participent à ces rencontres sont essentiellement des hommes, et plus particulièrement des chefs de file de la communauté. Il convient d'ajouter que certaines personnes chargées de l'application des projets ignorent totalement les sexospécificités. Dans une communauté rurale du Cambodge, un professionnel international impliqué dans un projet conclut que les femmes de la communauté n'étaient pas intéressées par le désarmement parce qu'elles ne participaient pas aux rencontres organisées dans cette communauté²¹. Cette remarque ne tient pas compte de ce qui empêche les femmes de participer à ces réunions : leur travail à la maison et le fait qu'elles n'ont ni argent ni moyen de transport pour s'y rendre.

Deuxièmement, même lorsque la participation des femmes est élevée, les décisions prises correspondent souvent aux préférences des chefs de la communauté (qui étaient tous des hommes dans les communautés visitées par l'UNIDIR). Il existe une grande différence entre les priorités des hommes et des femmes pour les projets de développement. Les hommes préfèrent obtenir du bétail, des semences et d'autres produits qui peuvent générer un revenu. Les femmes préfèrent, quant à elles, des installations de service social, par exemple un centre de soins. Les projets d'incitation proposés aux communautés étaient, le plus souvent, ceux que préféraient les hommes. Même si les femmes avaient le sentiment que les chefs de la communauté comprenaient ce qu'elles pensaient, le plus souvent, leurs décisions finales ne reflétaient pas les intérêts des femmes²². Dans une société qui sort d'une crise, tout est une priorité. Sur cette liste de priorités, les demandes des hommes figurent souvent en tête de liste.

Troisièmement, les préoccupations des femmes en matière de sécurité n'étaient pas considérées comme des priorités. Les préoccupations des femmes et des hommes sont différentes, surtout au niveau local. Les femmes et les jeunes filles se sentent en danger même si nombre d'armes ont été collectées. Pour elles, la réduction du nombre d'armes en circulation ne signifie pas automatiquement une diminution de l'insécurité, car tant qu'il n'existe pas d'organe capable de lutter contre la violence familiale et la violence sexuelle, elles restent menacées par leurs maris ou leurs partenaires masculins. Or, la mise en place de services de maintien de l'ordre (autrement dit la réforme du secteur de la sécurité) intervient généralement après les projets de collecte d'armes. L'un des chefs de projet interrogé par l'UNIDIR a reconnu que les programmes de collecte d'armes ne sont pas le meilleur moyen de répondre aux besoins de sécurité des femmes. Il a également souligné que les besoins des femmes ne figurent pas expressément dans le mandat des programmes et qu'aucune disposition ne prévoit de ressources particulières²³. Ce qui constitue pour les organismes d'aide une difficulté évidente. Il n'en reste pas moins que les femmes sont menacées tant que les organes chargés de faire respecter la loi ne sont pas réformés, une attente douloureuse. Pour reprendre une formule de la féministe Cynthia Enloe, la réaction classique à l'égard des préoccupations des femmes en matière de sécurité est de dire « nous ne pouvons nous en occuper maintenant, nous verrons plus tard »²⁴. Paradoxalement, les initiatives visant à favoriser le développement freinent l'autonomisation des femmes, allant ainsi à l'encontre de l'objectif du Millénaire pour le développement qui vise à « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

Conclusions

Sur le terrain, il existe clairement des relations étroites entre le désarmement et le développement dans au moins trois pays qui sortent d'une crise, à savoir l'Albanie, le Cambodge et le Mali. La relation entre les programmes de désarmement et les activités de développement est dynamique. Dans l'idéal, elle profite à tous. Ainsi, les initiatives dans le domaine des armes légères favorisent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Quant aux projets « armes contre développement » dans les communautés, ils favorisent le développement des communautés. L'expérience sur le terrain examinée dans cet article montre, par des exemples concrets, la relation qui existe entre le désarmement et le développement et souligne l'importance de renforcer ce lien pour favoriser le développement humain durable dans les sociétés qui sortent d'une crise.

Dans les domaines du désarmement et du développement, les responsables de l'élaboration des politiques sont de plus en plus conscients de la relation qui existe entre les deux domaines. L'expérience sur le terrain montre toutefois que le fait de lier les politiques de désarmement et de développement ne favorise pas systématiquement le développement sur le terrain. Cette relation n'est pas simple et comporte de multiples aspects (par exemple, la question de l'équité des sexes au niveau de la sécurité) que les professionnels doivent connaître afin de renforcer les initiatives de désarmement et de développement. Ces différents aspects sont admis au niveau politique ; la communauté du désarmement doit maintenant s'efforcer de les adapter sur le terrain. Les difficultés que rencontrent les responsables et les professionnels du désarmement ne sont pas nouvelles pour ceux qui travaillent dans le domaine du développement. Ils sont, en effet, habitués aux problèmes tels que le manque de coordination entre organismes dans les pays ou la faible prise en compte de l'égalité des sexes dans l'application des projets. La communauté du désarmement a, en ce sens, beaucoup à apprendre de la communauté du développement.

Comment la Conférence d'examen de 2006 pourra-t-elle aider les professionnels et comment aller plus loin ? En raison des liens qui existent entre les questions de désarmement et de développement, et du fait que cette relation est de plus en plus reconnue au niveau de la politique internationale, la communauté internationale semble avoir besoin non pas de normes mais d'informations. Une stratégie participative est nécessaire pour faire évoluer l'opinion des gens sur les armes et parvenir à un développement humain durable. Les communautés pauvres et sujettes à la violence savent quels sont les ingrédients de la paix et du développement dans leur société – la communauté internationale n'a donc pas besoin de les inventer. En tirant les enseignements des actions prises, au niveau local, par les communautés et les organismes d'aide sur le terrain, les donateurs et les gouvernements peuvent compléter et améliorer les pratiques actuelles.

Notes

1. R. Poulton et I. ag Youssouf, 1998, *La paix de Tombouctou – Gestion démocratique, développement et construction africaine de la paix*, Genève, UNIDIR.
2. Secrétaire général de l'ONU, 2005, *Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous – Rapport du Secrétaire général*, New York, Nations Unies, document A/59/2005, par. 120, disponible à l'adresse < www.un.org/french/largerfreedom/ > .
3. Peter Batchelor, Déclaration sur la coopération pour le développement et sa mise en œuvre, et Hazel de Wet, Déclaration sur les conséquences des armes légères sur les hommes, lors de la deuxième réunion biennale des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, New York, 12 juillet 2005, à l'adresse < www.un.org/events/smallarms2005/statements-reg-intlorgs.html > .
4. Les objectifs du Millénaire pour le développement sont les suivants : réduire l'extrême pauvreté et la faim ; assurer l'éducation primaire pour tous ; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; réduire la mortalité

- infantile ; améliorer la santé maternelle ; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; assurer un environnement durable ; et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.
5. Différentes expressions sont utilisées pour les programmes impliquant la collecte d'armes et la mise en place de projets de développement : l'on parle de projets « armes contre développement », « armes contre aide au développement » ou de « désarmement contre développement ».
 6. Organisation de coopération et de développement économiques, 2005, *Conflict Prevention and Peace Building: What Counts As ODA?*, 3 mars, à l'adresse < www.oecd.org/dataoecd/32/32/34535173.pdf > .
 7. Le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères fut instauré en 1998 et regroupe les départements et organismes suivants de l'ONU : le Département des affaires de désarmement, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Département des affaires économiques et sociales, le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'information, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, l'Organisation mondiale de la santé et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
 8. Peter Batchelor, op.cit.
 9. Hazel De Wet, op. cit.
 10. G. Mugumya, 2004, *Exchanging Weapons for Development in Mali: Weapon Collection Programmes Assessed by Local People*, Genève, UNIDIR ; G. Mugumya, 2005 (a), *Exchanging Weapons for Development in Cambodia: An Assessment of Different Weapon Collection Strategies by Local People*, Genève, UNIDIR ; G. Mugumya, 2005 (b), *From Exchanging Weapons for Development to Security Sector Reform in Albania: Gaps and Grey Areas in Weapon Collection Programmes Assessed by Local People*, Genève, UNIDIR.
 11. Ibid.
 12. Ibid.
 13. Ibid.
 14. Il convient de préciser que les femmes et les jeunes hommes n'ont pas cette possibilité.
 15. Pour une analyse plus détaillée des indicateurs pour mesurer les programmes de collecte d'armes, voir S. Koyama, 2006, *Comparative Analysis of Evaluation Methodologies in Weapon Collection Programmes*, Genève, UNIDIR.
 16. G. Mugumya, 2005 (a), op. cit.
 17. V. Farr et al, 2002, *Gender Perspectives on Small Arms and Light Weapons: Regional and International Concerns*, Brief 24, Bonn International Conversion Center, à l'adresse < www.bicc.de/publications/briefs/brief24/content.html > , E. Rehn et E. Johnson Sirleaf, 2002, *Women, War, and Peace: The Independent Experts' Assessment on the Impact of Armed Conflict on Women and Women's Role in Peace-building*, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, octobre, à l'adresse < www.unifem.undp.org/resources/assessment/index.html > ; et V. Farr et A. Schnabel (sous la direction de), à paraître, *Gender Perspectives on Small Arms and Light Weapons* ; et « Les femmes, les hommes, la paix et la sécurité », *Forum du désarmement*, n°4, 2003.
 18. Résolution 1325 du Conseil de sécurité, document des Nations Unies S/RES/1325 du 31 octobre 2000, à l'adresse < www.un.org/french/docs/sc/2000/res1325f.pdf > et le Plan d'action sur l'égalité des sexes, du Département des affaires de désarmement, à l'adresse < disarmament.un.org/gender.htm > . Il convient toutefois de souligner que ces documents insistent davantage sur le rôle des femmes que sur l'égalité entre les sexes.
 19. Voir, par exemple, C. Moser et F. Clark (sous la direction de), 2001, *Victims, Perpetrators or Actors? Gender, Armed Conflict and Political Violence*, Londres, Zed Books ; Nations Unies, *Rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité*, document des Nations Unies S/2002/1154 du 16 octobre 2002.
 20. Pour une analyse plus détaillée sur le rôle des femmes dans la collecte d'armes, voir S. Koyama, 2005, « The relevance of women's role in micro disarmament: the United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR) case study in Mali », dans M. Vlachová et L. Biason (sous la direction de), *Women in an Insecure World: Violence against Women—Facts, Figures and Analysis*, Genève, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) ; S. Koyama, à paraître, « Just a matter of practicality: women's relevance in weapons collection programmes » dans V. Farr et A. Schnabel (sous la direction de), op. cit.
 21. Entretiens, Cambodge, avril 2004.
 22. G. Mugumya, 2004, 2005 (a) et 2005 (b), op. cit.
 23. Entretiens, Albanie, octobre 2003.
 24. C. Enloe, 2001, *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*, Berkeley CA, University of California Press, p. 62 à 64.